

## Le prix d'une révolution

L'EX-" CONDUCTATOR " aurait pu arrêter les frais, donner l'ordre de cesser une résistance inutile, comme bien d'autres tyrans déchus l'ont décidé avant lui. Il ne l'a pas fait, et ses sbires, sachant trop ce que leur réserve la vengeance populaire, prolongent par de nouveaux massacres l'agonie d'un régime déchu. Le prix à payer aura donc été terriblement élevé.

Et pourtant, ce triomphe de la liberté parachève l'oeuvre accomplie ces derniers mois chez les voisins de la Roumanie. **1989 entrera dans l'Histoire comme l'année des révolutions en Europe de l'Est, désormais en voie de libération partout, sauf dans la petite Albanie.** Un résultat qui éclipse quelque peu "l'année du Bicentenaire" de la Révolution française, mais qui prolonge son message et son héritage.

En même temps, la Révolution roumaine fait apparaître plus crûment encore qu'ailleurs l'ampleur des problèmes posés par la reconstruction. **La scène est maintenant d'autant plus vide que la dictature renversée était totale : c'est tout un régime et quarante ans d'Histoire que le dictateur roumain a entraînés dans sa chute. Quel système émergera sur les ruines, dans un pays dont les traditions démocratiques ne sont pas le point fort ?**

Personne n'est en mesure de le dire, et certainement pas M. Manescu, qui a pris sur lui de s'installer aux commandes, mais dont le seul interlocuteur est pour le moment l'armée, ou ce qu'il en reste.

Dans l'immédiat, et par-delà l'importante aide d'urgence dont ont besoin les Roumains, la communauté internationale en général et l'Europe de l'Ouest notamment se trouve devant de redoutables responsabilités. Ce ne sont plus seulement la Hongrie et la Pologne qui frappent à la porte du club des riches, comme il y a encore six mois au moment du sommet de l'Arche, mais six pays, tous plus démunis les uns que les autres.

ET l'on peut prévoir que les nouveaux dirigeants de Bucarest, quels qu'ils soient, se prévaudront de la solidarité latine pour solliciter tout particulièrement l'aide de la France.

Quant à M. Gorbatchev, il se trouve conforté dans l'attitude de non-ingérence qu'il avait maintenue, non sans embarras, face à la dérive du régime roumain. Celui-ci a fini par tomber sans intervention de sa part, alors que M. Bush, lui, n'en finit pas de traquer "son" dictateur dans les jungles de Panama.

**L'URSS risque cependant de se trouver face à un plus grave dilemme : outre qu'elle ne saurait rester indifférente à une prolongation des combats en Roumanie, elle pourrait avoir affaire, dans ce pays, à un régime plus anticommuniste qu'ailleurs, où le "socialisme" ne serait plus qu'un mauvais souvenir. Il est vrai que M. Gorbatchev, dans ce domaine, n'en est plus à sa première expérience.**

Le Monde - le 24 décembre 1989